CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 77.810/4
du 25 juin 2025

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives à la formation continuée des officiers'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 77.810/4
van 25 juni 2025

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de voortgezette vorming van officieren'

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

Le 28 mai 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives à la formation continuée des officiers'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 juin 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 juin 2025.

*

Op 28 mei 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de voortgezette vorming van officieren'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 juni 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 juni 2025.

*

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. De l'accord de la déléguée, l'article 108 de la Constitution sera visé dans un nouvel alinéa 1er, dès lors que cette disposition, lue conjointement avec l'article 7 de la loi du 18 mars 1838 'organique de l'École royale militaire', constitue le fondement juridique de l'article 2 du projet.

2. À l'alinéa 1er, devenant l'alinéa 2, il y a lieu de viser, de l'accord de la déléguée, l'article 1er, 2°, de la loi du 18 mars 1838 en tant qu'il constitue le fondement juridique de l'article 5, a), du projet ainsi que l'article 20 de la même loi, lequel constitue le fondement juridique de l'article 3 du projet.

Dans la version française, la mention « 1938 » sera remplacée par « 1838 ».

3. À l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il sera précisé que l'article 113/1 de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées' a été « inséré » et non « remplacé » par la loi du 31 juillet 2013.

DISPOSITIF

Article 1er

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que l'article 5, alinéa 3, de l'arrêté royal du 26 septembre 2002 'relatif à l'organisation de l'École royale militaire' a également été modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 2023 'fixant le programme de l'École royale militaire pour l'année académique 2023-2024'.

2. À la suite de la modification apportée par le *littera* a), la phrase introductive de l'article 5, alinéa 3, énoncera :

> « Les notes pour le master en sciences de l'ingénieur militaire […] sont attribuées pour les cours ou les groupes de cours enseignés pendant l'année académique concernée conformément à l'annexe B au présent arrêté. Elles donnent lieu à une note unique pour toute l'année académique. Elles résultent des notes obtenues, selon le cas, pour le travail journalier, pour les travaux individuels et en groupe et pour les examens que le stagiaire doit présenter. L'attribution et les pondérations des notes, ainsi que la note d'exclusion sont fixées comme suit : […] ».

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

À la suite de la modification apportée par le *littera* b), l'article 5, alinéa 3, 3°, énoncera :

« 3° pour le master en sciences de l'ingénieur militaire :

[…]

c) la pondération respective des notes attribuées aux matières qui font partie du groupe de cours visé en a) est reprise en annexe C du présent arrêté ;

d) la pondération respective de la note attribuée pour le groupe de cours visé en a) et pour le mémoire de fin d'études visé en b) est reprise *en annexe C* du présent arrêté ;

e) pour le groupe de cours visé en a) ou pour le mémoire de fin d'études visé en b), une note inférieure à 50 % est considérée comme une note d'exclusion ».

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à la cohérence, pour ce qui concerne le master en sciences de l'ingénieur militaire, entre la phrase introductive en projet de l'article 5, alinéa 3, qui fait référence à l'annexe B, et le 3° en projet, qui renvoie à l'annexe C [1].

Article 8

Au paragraphe 2 en projet, les mots « Le militaire qui » seront remplacés par les mots « L'officier qui » compte tenu du fait que la possibilité de renoncer à commencer ou à poursuivre le cursus supérieur ne vaut, comme l'a expliqué la déléguée, que pour les officiers, conformément à l'article 11 de l'arrêté royal du 26 décembre 2013 'relatif aux cours de perfectionnement des militaires de carrière du cadre actif des Forces armées, à l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major et à l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef'.

Article 9

Le commentaire de l'article énonce :

« Pour le cursus pour ingénieur du matériel militaire, un directeur du cursus pour ingénieur du matériel militaire est désigné. Il est responsable de l'organisation du cursus et du suivi des stagiaires qui suivent ce cursus. Il est titulaire du brevet d'ingénieur du matériel militaire ».

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'arrêté en projet ne consacre pas cette intention dans le dispositif [2].

À défaut d'adaptation du projet en ce sens, le commentaire de l'article sera revu.

[1] L'annexe B est modifiée et l'annexe C est insérée par le projet d'arrêté royal 'fixant le programme de l'École royale militaire pour l'année académique 2025-2026' sur lequel la section de législation a donné, ce jour, l'avis 77.813/4.

[2] L'article 2 du projet ne règle pas cette question puisqu'il concerne le directeur de la formation continuée.

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

Article 22/1 en projet

1. L'article 22/1 en projet pourrait laisser entendre que l'auteur du projet autoriserait les universités ou les écoles supérieures à organiser un cursus pour ingénieur du matériel militaire alors que pareille compétence relève des Communautés.

La rédaction de cette disposition sera, par souci de clarté, revue afin de préciser que le militaire concerné peut suivre un cursus organisé par une université ou une école supérieure, pour autant que celui-ci soit reconnu comme équivalent au cursus d'ingénieur du matériel militaire dispensé par l'École royale militaire.

2. Comme l'a expliqué la déléguée, l'article 22/1, alinéa 3, sera revu comme suit :

« En fonction des besoins des Forces armées et sur la proposition du DGHR, le ministre peut désigner un officier satisfaisant aux conditions visées à l'article 22/2, § 1er, alinéa 1er, afin de suivre un cursus dans une institution militaire étrangère ».

Article 22/4 en projet

1. Interrogée sur ce qu'il convient d'entendre par les « qualités professionnelles » visées au paragraphe 2, 3°, ainsi que sur l'instance chargée de leur évaluation, la déléguée a précisé :

> « Les qualités professionnelles sont évaluées chaque année par le chef hiérarchique du militaire, selon les dispositions reprises à l'article 66 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, ainsi que les dispositions reprises dans l'arrêté royal du 20 février 2019 relatif à l'évaluation professionnelle des militaires ».

Cette explication gagnerait à figurer dans le commentaire de l'article.

2. Le paragraphe 6 prévoit que le ministre agrée ou refuse les candidatures au plus tard quatre mois avant le début du cours.

Compte tenu de la date d'entrée en vigueur fixée à l'article 13, ce délai ne pourra toutefois pas être respecté.

Il convient dès lors de prévoir un régime transitoire particulier pour tenir compte de la date d'entrée en vigueur du projet.

Article 22/6 en projet

Interrogée sur ce qu'il convient d'entendre précisément par les « compétences comportementales visées à l'article 8 », la déléguée a expliqué :

> « Les compétences comportementales sont définies et évaluées selon les dispositions reprises à l'article 66 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, ainsi que les dispositions reprises dans l'arrêté royal du 20 février 2019 relatif à l'évaluation professionnelle des militaires.

La disposition 22/6 en projet fait référence aux compétences comportementales visées à l'article 8, alinéa 1er, 4° et alinéa 2, 2° de l'arrêté royal du 26 décembre 2013 précité ».

Par souci de clarté, la disposition en projet renverra expressément à ces subdivisions de l'article 8.

Article 22/9 en projet

Comme l'a expliqué la déléguée, l'objet de l'alinéa 2 en projet n'est que de paraphraser l'article 113/2 de la loi du 28 février 2007.

Comme la section de législation l'a déjà observé à plusieurs reprises, il y a lieu d'omettre des dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure, soit en la reproduisant, soit en la paraphrasant. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il donne par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir de l'auteur du projet de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

Toutefois, si l'auteur du projet estime utile, dans un but de lisibilité du dispositif, de reproduire ou de paraphraser une norme de niveau hiérarchique supérieur, il lui appartient de le faire, afin d'éviter les inconvénients qui viennent d'être rappelés, en indiquant dans le texte qu'il s'agit du rappel de cette norme, à l'aide par exemple de la formule « Conformément à l'article 113/2 de la loi, ».

Article 22/10 en projet

Les mots « ou un cursus équivalent à l'étranger visé à l'article 22/1, [alinéa 3] » ne sont pas utiles et seront omis puisque que le cursus suivi à l'étranger doit être considéré comme étant visé par l'article 9, § 1er, 4°, en projet.

Article 13

Comme l'a expliqué la déléguée, c'est l'ensemble qui projet qui devra entrer en vigueur le 18 aout 2025.

L'article 13 sera revu en conséquence.

*

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moet in een nieuw eerste lid verwezen worden naar artikel 108 van de Grondwet, aangezien die bepaling, gelezen in samenhang met artikel 7 van de wet van 18 maart 1838 'houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School', de rechtsgrond vormt van artikel 2 van het ontwerp.

2. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, dient in het eerste lid, dat het tweede lid wordt, te worden verwezen naar artikel 1, 2°, van de wet van 18 maart 1838, voor zover die bepaling de rechtsgrond vormt van artikel 5, a), van het ontwerp, alsook naar artikel 20 van dezelfde wet, dat de rechtsgrond vormt van artikel 3 van het ontwerp.

In de Franse tekst moet de vermelding "1938" vervangen worden door "1838".

3. In het tweede lid, dat het derde lid wordt, moet gestipuleerd worden dat artikel 113/1 van de wet van 28 februari 2007 'tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht' is "ingevoegd", en niet "vervangen", bij de wet van 31 juli 2013.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In de inleidende zin dient gestipuleerd te worden dat artikel 5, derde lid, van het koninklijk besluit van 26 september 2002 'betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School' eveneens gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 6 oktober 2023 'tot vaststelling van het programma van de koninklijke militaire school voor het academiejaar 2023-2024'.

2. Na de wijziging die bij *littera* a) wordt aangebracht, zal de inleidende zin van artikel 5, derde lid, luiden als volgt:

> "De cijfers van de master in de militaire ingenieurswetenschappen (…) worden toegekend voor de cursussen of cursusgroepen onderwezen gedurende het betrokken academiejaar overeenkomstig de bijlage B bij dit besluit. Zij dienen tot het vormen van één enkel cijfer over het geheel van het academiejaar. Zij vloeien voort uit de cijfers behaald, naargelang het geval, voor het dagelijks werk, voor de individuele werken en de groepswerken en voor de examens die de stagiair moet afleggen. De toekenning en de gewichten van de cijfers, evenals het uitsluitingscijfer worden als volgt bepaald: (...)."

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

Na de wijziging die bij *littera* b) wordt aangebracht, zal artikel 5, derde lid, 3°, luiden als volgt:

"3° voor de master in de militaire ingenieurswetenschappen:

(...)

c) is het onderling gewicht van de toegekende cijfers voor de vakken die deel uitmaken van de cursusgroep bedoeld in a) opgenomen in de bijlage C aan dit besluit;

d) is het onderling gewicht van het toegekende cijfer voor de cursusgroep bedoeld in a) en voor de masterproef bedoeld in b) opgenomen in de bijlage C aan dit besluit;

e) wordt voor de cursusgroep bedoeld in a) of voor de masterproef bedoeld in b) een cijfer lager dan 50% beschouwd als een uitsluitingscijfer."

Wat de master in de militaire ingenieurswetenschappen betreft, moet de steller van het ontwerp toezien op de samenhang tussen de ontworpen inleidende zin van artikel 5, derde lid, waarin verwezen wordt naar bijlage B, en het ontworpen punt 3°, waarin verwezen wordt naar bijlage C.[1]

Artikel 8

In de ontworpen paragraaf 2 moeten de woorden "De militair die" vervangen worden door de woorden "De officier die". Zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, geldt de mogelijkheid om te verzaken aan het aanvangen of het verderzetten van de hogere opleiding immers alleen voor officieren, overeenkomstig artikel 11 van het koninklijk besluit van 26 december 2013 'betreffende de vervolmakingscursussen van de beroepsmilitairen van het actief kader van de Krijgsmacht, het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor en het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef'.

Artikel 9

In de bespreking van het artikel staat het volgende te lezen:

"Voor de opleiding voor ingenieur van het militair materieel, wordt een directeur voor de opleiding voor ingenieur van het militair materieel aangeduid. Hij is verantwoordelijk voor de organisatie van de opleiding en de opvolging van de stagiairs die de opleiding volgen. Hij is houder van het brevet ingenieur van het militair materieel."

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat het ontwerpbesluit die bedoeling niet verankert in het dispositief.[2]

[1] Bijlage B wordt gewijzigd en bijlage C wordt ingevoegd bij het ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het programma van de Koninklijke Militaire School voor het academiejaar 2025 2026' waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 77.813/4 gegeven heeft.

[2] Artikel 2 van het ontwerp regelt die kwestie niet, daar het betrekking heeft op de directeur van de voortgezette vorming.

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

Als het ontwerp niet in die zin wordt gewijzigd, moet de bespreking van het artikel herzien worden.

Ontworpen artikel 22/1

1. Het ontworpen artikel 22/1 zou de indruk kunnen wekken dat de steller van het ontwerp de universiteiten of hogescholen toelating geeft een opleiding voor ingenieur van het militair materieel te organiseren, terwijl dat een bevoegdheid is die tot de gemeenschappen behoort.

Ter wille van de duidelijkheid moet die bepaling zodanig opnieuw worden geredigeerd dat de militair in kwestie een opleiding kan volgen die georganiseerd is door een universiteit of hogeschool op voorwaarde dat die opleiding erkend is als gelijkwaardig aan de opleiding ingenieur van het militair materieel gegeven door de Koninklijke Militaire School.

2. Zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, moet artikel 22/1, derde lid, worden herzien als volgt:

"Naargelang de behoeften van de Krijgsmacht en op voorstel van DGHR kan de minister een officier die aan de in artikel 22/2, § 1, eerste lid, bedoelde voorwaarden voldoet, aanduiden om een opleiding te volgen in een buitenlandse militaire instelling".

Ontworpen artikel 22/4

1. Op de vraag wat men onder de "professionele competenties", vermeld in paragraaf 2, 3°, dient te verstaan, en welke instantie belast is met de evaluatie ervan, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Les qualités professionnelles sont évaluées chaque année par le chef hiérarchique du militaire, selon les dispositions reprises à l'article 66 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, ainsi que les dispositions reprises dans l'arrêté royal du 20 février 2019 relatif à l'évaluation professionnelle des militaires."

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in de bespreking van het artikel.

2. Paragraaf 6 bepaalt dat de minister de kandidaturen ten laatste vier maanden voor het begin van de cursus aanvaardt of weigert.

Rekening houdend met de datum van inwerkingtreding, vastgesteld in artikel 13, zal die termijn evenwel niet nageleefd kunnen worden.

Er dient bijgevolg te worden voorzien in een bijzondere overgangsregeling die rekening houdt met de datum van inwerkingtreding van het ontwerp.

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

Ontworpen artikel 22/6

Op de vraag wat men precies dient te verstaan onder de "gedragscompetenties bedoeld in artikel 8", heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Les compétences comportementales sont définies et évaluées selon les dispositions reprises à l'article 66 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, ainsi que les dispositions reprises dans l'arrêté royal du 20 février 2019 relatif à l'évaluation professionnelle des militaires.
>
> La disposition 22/6 en projet fait référence aux compétences comportementales visées à l'article 8, alinéa 1er, 4° et alinéa 2, 2° de l'arrêté royal du 26 décembre 2013 précité."

Ter wille van de duidelijkheid moet in de ontworpen bepaling uitdrukkelijk worden verwezen naar die onderverdelingen van artikel 8.

Ontworpen artikel 22/9

Zoals de gemachtigde uitgelegd heeft, strekt het ontworpen tweede lid er alleen toe artikel 113/2 van de wet van 28 februari 2007 te parafraseren.

De afdeling Wetgeving heeft al meermalen opgemerkt dat bepalingen die alleen maar een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, moeten worden weggelaten. Een dergelijke werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan over de aard van de regel in kwestie. Ze wekt bovendien de indruk dat het aan de steller van het ontwerp toekomt die regel te wijzigen, terwijl dat een bevoegdheid is die uitsluitend aan de wetgever toebehoort.

Indien de steller van het ontwerp echter oordeelt dat het voor de leesbaarheid van het dispositief nuttig is een norm van een hiërarchisch hoger niveau over te nemen of te parafraseren, moet hij, om aan de bovengenoemde bezwaren tegemoet te komen, in de tekst aangeven dat het gaat om een memorering van die norm, bijvoorbeeld door te werken met de formule "Overeenkomstig artikel 113/2 van de wet".

Ontworpen artikel 22/10

De woorden "of een gelijkwaardige opleiding in het buitenland bedoeld in artikel 22/1, [derde lid]," zijn nutteloos en moeten worden weggelaten, aangezien de opleiding die in het buitenland wordt gevolgd, moet worden beschouwd als zijnde bedoeld in het ontworpen artikel 9, § 1, 4°.

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡

Artikel 13

Zoals de gemachtigde uitgelegd heeft, is het de bedoeling dat het ontwerp in zijn geheel in werking treedt op 18 augustus 2025.

Artikel 13 moet dienovereenkomstig herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Bernard BLERO

‡LW-DAGZKABEI-HHIBAVT‡